Ruralia
Sciences sociales et mondes ruraux contemporains

12/13 | 2003
Varia

L'engagement des jeunes agriculteurs dans les organisations professionnelles agricoles. Contribution à l'étude des processus d'entrée dans l'action collective

Thèse de doctorat de sociologie rurale sous la co-direction de Jean-Pierre Prod'homme et Pierre Roux, Institut national polytechnique de Toulouse, 4 volumes, 435 f°, soutenue le 22 mai 2003 devant le jury composé de Jacques Abadie, Philippe Lacombe, Hugues Lamarche, Jean-Pierre Prod'homme, Jacques Rémy et Pierre Roux, mention Très honorable avec les félicitations à l'unanimité du jury.

François Purseigle

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/ruralia/353
ISSN : 1777-5434

Éditeur
Association des ruralistes français

Édition imprimée
Date de publication : 15 juin 2003
ISSN : 1280-374X

Référence électronique
François Purseigle, « L'engagement des jeunes agriculteurs dans les organisations professionnelles agricoles. Contribution à l'étude des processus d'entrée dans l'action collective », *Ruralia* [En ligne], 12/13 | 2003, mis en ligne le 09 juillet 2004, consulté le 01 mai 2019. URL : http://journals.openedition.org/ruralia/353

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

L'engagement des jeunes agriculteurs dans les organisations professionnelles agricoles. Contribution à l'étude des processus d'entrée dans l'action collective

Thèse de doctorat de sociologie rurale sous la co-direction de Jean-Pierre Prod'homme et Pierre Roux, Institut national polytechnique de Toulouse, 4 volumes, 435 f°, soutenue le 22 mai 2003 devant le jury composé de Jacques Abadie, Philippe Lacombe, Hugues Lamarche, Jean-Pierre Prod'homme, Jacques Rémy et Pierre Roux, mention Très honorable avec les félicitations à l'unanimité du jury.

François Purseigle

Une problématique à revisiter

1 Nombreux sont les chercheurs en sciences sociales qui dans le cadre de leurs travaux ont abordé et tenté de définir les processus d'entrée dans l'action collective. Si cette problématique a constitué le ferment d'une littérature abondante, il n'en demeure pas moins que l'étude des processus d'engagement professionnel tient peu de place dans un ensemble théorique tourné principalement vers la compréhension de l'engagement politique ou des nouveaux mouvements sociaux [1]. Ainsi, comme le soulignent avec justesse Dominique Andolfatto et Dominique Labbé, le « rouage essentiel de la vie économique et sociale moderne » que constituent les organisations professionnelles demeure « l'un des plus méconnus » [2]. En outre, les rares travaux portant sur les organisations professionnelles se sont très souvent limités au champ des seules associations de salariés.

2 L'étude du syndicalisme agricole apparaît aujourd'hui comme un « parent pauvre » de la littérature scientifique. Pourtant, l'examen des différentes étapes de l'évolution de l'agriculture, de la fin du 19e siècle au début du 21e siècle, révèle un rapport étroit entre les progrès de la production agricole, l'amélioration de la condition paysanne, tant au niveau du travail que de la vie domestique, et la création de formes d'organisation collective appelées à favoriser les mutations dans l'économie et la société agricoles. Dans son livre « *Les agriculteurs* », Bertrand Hervieu a fort justement intitulé un de ses chapitres : « L'agriculture : un monde d'organisations » [3]. Ce « monde » qui déploie aujourd'hui ses activités dans différentes directions allant du général au spécialisé en passant par le technique, l'économique ou le social, s'est incarné dans la création de ce qu'il convient d'appeler les organisations professionnelles agricoles (OPA). Symbolisées par une multitude de sigles, les OPA s'apparentent à ces associations décrites par Jürgen Habermas comme celles qui « contribuent à la formation d'opinion » et qui « visent cependant des effets politiques grâce à une influence publique, soit parce qu'elles participent directement à la communication publique, soit parce qu'elles apportent une contribution implicite au débat public » [4]. Elles constituent en somme l'un des instruments privilégiés par lequel les agriculteurs accèdent à « l'espace public » [5].

3 Qu'elles appartiennent au pôle de la représentation privée ou à celui de la représentation publique, les organisations professionnelles agricoles ont progressivement, à travers leurs interrelations, constitué ce que Jean-Pierre Prod'homme a appelé le « système professionnel agricole » [6]. Suivant la définition de Michel Crozier et Erhard Friedberg, un système doit être considéré comme « un ensemble dont toutes les parties sont interdépendantes, qui possède un minimum de structuration, ce qui le distingue du simple agrégat et qui dispose en même temps de mécanismes de régulation » [7]. Considérer le « monde » des organisations professionnelles agricoles comme un système nous paraît d'autant plus pertinent que l'on assiste au sein de cet ensemble à une double dynamique faisant l'objet de régulations complexes. D'une part, une extension du système professionnel conduisant à une diversité de plus en plus grande des organisations en place : l'arrivée sur la scène professionnelle de syndicats généralistes comme la Confédération paysanne ou la Coordination rurale en est une illustration. D'autre part, une évolution des statuts qui fait que certaines organisations ouvrent leurs services à un « public » non agricole, ni même rural : dans ce dernier cas, les exemples des restructurations entreprises par le Crédit agricole, GROUPAMA ou les SAFER sont à ce titre révélateurs.

Une génération face à une crise identitaire sans précédent

4 Parallèlement aux évolutions de ce système professionnel, c'est toute une génération de jeunes agriculteurs qui s'interroge sur les missions qui, jadis, avaient été confiées à leurs parents. Des espaces ruraux qui ne sont plus entièrement dévolus à la production, des modèles d'exploitations nouveaux, une France en proie à des déséquilibres territoriaux, des bouleversements dans l'alimentation, une mondialisation accrue des échanges, autant de facteurs qui constituent le nouveau cadre économique et social de l'agriculture française [8]. En outre, les profondes mutations qui affectent l'agriculture entraînent une grande diversité économique et sociale des systèmes productifs témoignant de la « non-pertinence de la catégorie générique d'agriculteur ainsi que de l'existence et de la

reproduction de groupes professionnels différenciés » [9]. Les processus de différenciation socio-économiques sont d'autant plus prégnants que les producteurs agricoles se définissent avant tout par « la position qu'ils occupent au sein d'une filière et non plus par un "état" qui les différencierait des autres acteurs de l'économie » [10]. La spécialisation territoriale et professionnelle du secteur agricole a conduit à un appauvrissement identitaire qui ébranle en profondeur l'architecture de la défense des intérêts collectifs. Ainsi, comme l'a souligné Philippe Lacombe, l'agriculture française se trouve aujourd'hui « en quête de modèles » et ne sait pas toujours quels « scénarios » proposer à sa jeunesse [11].

5 Inquiets de cette situation et rattrapés par les nouvelles attentes sociétales, certains responsables professionnels n'hésitent pas à entreprendre la construction d'un discours fondé sur le passage de la « monofonctionnalité » (produire uniquement des denrées alimentaires) à la « multifonctionnalité » (assurer des fonctions sociales, territoriales et environnementales) [12]. Les nouvelles réalités socio-économiques amènent alors certaines organisations professionnelles à redéfinir les contours d'une identité professionnelle qui ne se rattachent plus au seul exercice du métier de producteur de denrées alimentaires. On assiste ainsi à la reconnaissance de la « multifonctionnalité » d'une activité professionnelle s'articulant autour de la « production de biens », la « prestation de services » (activités agritouristiques) et la « valorisation d'aménités » (gestion du paysage, protection de la nature) [13]. Nous passons donc d'un « modèle productiviste » à un modèle « patrimonial » caractérisé par « l'élargissement des fonctions de l'agriculture » qui conduit les agriculteurs à « participer sous des formes diverses à une diversification de leur système d'exploitation » [14].

6 Ainsi, la jeunesse agricole se trouve au centre d'une crise identitaire née de l'inadéquation croissante entre « un modèle unique et les évolutions socio-économiques aux effets radicaux » [15]. Crise moderne par excellence, la crise de l'identité professionnelle agricole n'est, comme l'a souligné Jean-Paul Billaud, que la traduction sectorielle du passage d'une économie « dominée par la production de biens » à une économie « dominée par la production de services » [16]. C'est donc le caractère problématique de l'engagement des jeunes agriculteurs dans un contexte de crises identitaires qui constitue la « clef de voûte » de notre recherche. Renvoyant indiscutablement à la notion d'action collective et plus précisément aux processus d'entrée dans l'action collective professionnelle, notre étude a pour objet d'appréhender les nouvelles formes de l'engagement des jeunes agriculteurs à travers les changements de modes de constitution de l'identité professionnelle.

7 L'action collective sera ici appréhendée comme une « action commune visant à atteindre des fins partagées » [17]. Il ne s'agit en aucun cas de s'intéresser à toutes les formes « d'action organisée » telles que la sociologie des organisations les définit. Nous portons uniquement notre attention sur les processus dynamiques qui conduisent des jeunes agriculteurs à s'unir dans le cadre d'organisations professionnelles pour défendre leur conception du métier d'agriculteur ou l'une des dimensions de ce métier. La question de cette entrée nous semble d'autant plus pertinente qu'elle suscite actuellement de nombreuses interrogations au sein des organisations professionnelles agricoles tant il est vrai que les jeunes agriculteurs apparaissent, aux yeux de certains observateurs, moins enclins aux pratiques syndicales et associatives que leurs aînés [18]. Pour de nombreux observateurs, la jeunesse agricole ne serait qu'à l'image d'une génération méfiante à l'égard de l'action publique et que certains qualifient volontiers de désengagée [19].

Néanmoins alors que nombre de ruralistes (économistes, géographes, historiens, sociologues) relatent à travers de nombreux articles les engagements de la jeunesse des années 1950-1960, rares sont ceux qui s'interrogent sur la manière dont les héritiers de la « révolution silencieuse » vivent et conçoivent actuellement leur engagement professionnel.

L'engagement professionnel, un processus différencié

8 Devant une problématique à revisiter et après être revenu sur quelques notions de sens commun, cette thèse s'assigne comme objectif de présenter la construction d'un nouveau modèle d'analyse de l'entrée dans l'action collective professionnelle. Adossé à des modèles empruntés à la sociologie politique nous proposons une grille de lecture permettant d'appréhender l'ensemble des étapes définissant le processus d'engagement professionnel des jeunes agriculteurs [20]. Notre modèle doit être considéré comme un instrument permettant d'étudier la manière dont des acteurs, en phase de socialisation, déploient intentionnellement des outils leur permettant de faire face à la crise identitaire qui affecte leur profession. Il prend appui sur le caractère différencié d'un engagement professionnel qui ne doit plus se réduire à sa dimension militante. L'engagement est ici considéré comme un processus différencié, fruit d'un construit social individuel et dynamique qui s'articule autour de différentes dimensions mobilisées conjointement ou indépendamment dans le temps et dans l'espace. Partant de l'idée que l'engagement professionnel est pluriel, nous avons construit une grille d'analyse qui porte à la fois sur les cadres structurels et intentionnels dans lesquels s'inscrit l'engagement professionnel. Pour ce faire, deux niveaux d'analyse sont privilégiés : le système exploitation-famille et le système professionnel.

Le système exploitation-famille, théâtre conflictuel des schèmes identificatoires

9 L'entrée dans l'action collective professionnelle s'inscrit indubitablement dans des cadres structurels qui s'imposent aux jeunes agriculteurs. Selon nous, ces cadres façonnent le contexte dans lequel les jeunes agriculteurs vont décider d'entrer dans l'action collective, ils en limitent ainsi la démarche créative [21]. Toutefois, selon nous, ces cadres ne constituent pas une unité de laquelle découleraient des principes d'action préétablis de façon homogène. Ainsi avec Mark Granovetter, nous pensons que « les acteurs [individuels] n'agissent ni ne décident comme des atomes en dehors de tout contexte social, pas plus qu'ils n'adhèrent servilement à des destins écrits pour eux par l'intersection des catégories sociales auxquelles ils appartiennent » [22]. Chaque acteur incorpore une « multiplicité de schèmes d'action ou d'habitudes » qui peuvent parfois rentrer en conflit. Cette situation nous conduit à formuler l'hypothèse que l'engagement professionnel des jeunes agriculteurs ne repose plus uniquement sur une identification à des référents parentaux, mais qu'il est le fruit d'un héritage conflictuel entre un système de valeurs, de normes et de représentations transmis par les parents et les changements sociaux, économiques et politiques qui s'imposent aux jeunes. L'exploitation agricole constitue selon nous l'espace principal de cette confrontation. Elle doit être considérée non comme « une juxtaposition d'ateliers de production » et « une addition de moyens et techniques de production » mais comme un système (système exploitation-famille), doté

d'une dynamique plus ou moins forte qui témoigne et explique les transformations dans les domaines de la production, du groupe domestique et des rapports avec l'environnement [23]. Dans des configurations qui, comme l'a souligné Hugues Lamarche, peuvent apparaître très diverses [24], elle cristallise les éléments de continuité et de rupture à partir desquels les jeunes agriculteurs construisent leur propre expérience professionnelle. C'est donc à travers la compréhension de la diversité de ces systèmes d'exploitation (orientation technico-économique, configuration familiale, *etc.*) que nous tenterons de mesurer la variabilité des répertoires de l'action collective juvénile [25].

10 Selon nous, le système exploitation-famille détermine un cadre d'identification à travers l'attribution de marqueurs qui constituent une première étape dans le processus de socialisation professionnelle des jeunes agriculteurs. Ces marqueurs rentrent rapidement en conflit avec les changements imposés par le contexte socio-économique et socio-technique dans lequel s'intègrent les mutations de l'agriculture. Du résultat de ce conflit dépend donc le positionnement du jeune acteur dans le système professionnel. Le positionnement entendu comme l'attitude initiale que le jeune agriculteur va adopter face aux organisations professionnelles n'est donc pas pré-établi, mais il est le fruit d'un héritage constamment revisité. En somme, le système exploitation-famille est le terrain d'une négociation permanente entre le jeune acteur et l'héritage dont il dispose. Cette négociation, qui détermine les champs du possible en matière d'engagement, s'inscrit dans des stratégies entre les différents acteurs du groupe familial (conjoint, parents, éventuellement autres parents collatéraux pouvant intervenir sur l'exploitation, *etc.*). Il s'agit donc pour nous d'analyser leur rôle, leur influence sur le contenu, les modalités et l'évolution de l'engagement du jeune agriculteur, en faisant appel aux notions de pouvoir et de stratégie. Comme le souligne Michel Crozier, le pouvoir s'analyse à la fois comme une position à un moment donné, ici au sein du groupe familial, et comme une relation permettant de souligner les rapports entre acteurs, leurs ententes explicites ou implicites, les négociations et les compromis entre conjoints ou l'importance de la figure du père [26]. Dans cette perspective, l'engagement professionnel s'apparente à un construit qui prend naissance dans les jeux de pouvoir et les stratégies qui définissent en permanence les contours du cadre identificatoire que représente le système exploitation-famille. Toutefois, si la construction d'une grille de lecture reposant sur la logique de l'identification conflictuelle permet d'expliquer les déterminants de l'entrée dans l'action collective, elle n'en demeure pas moins limitée pour expliquer le caractère processuel et expérimental de l'engagement professionnel.

L'engagement, des expériences au cœur du système professionnel agricole

11 La prise en considération du caractère dynamique de l'engagement professionnel dans notre modèle nous semble d'autant plus indispensable à l'analyse que nous posons l'hypothèse que les formes de l'engagement professionnel correspondent à une expérimentation socio-professionnelle. Il n'y a pas, selon nous, de refus générationnel d'inscription et de participation professionnelle, mais une prise de conscience progressive par les jeunes de leur rôle dans la défense et la promotion d'une profession en mutation. Ainsi, l'engagement professionnel s'apparente à un processus expérimental différencié dont les multiples dimensions (participation, adhésion, mobilisation, responsabilisation) font l'objet de recombinaisons variables dans le temps. Ces

recombinaisons traduisent des choix qui tendent à échapper aux cadres structurels dans lesquels ils se forment. En établissant des préférences, les jeunes agriculteurs apparaissent comme des acteurs qui façonnent progressivement, à travers des engagements sélectifs, le processus de socialisation professionnelle qui les caractérise.

12 Ce schéma analytique prend appui sur des modèles forgés récemment en sociologie politique. À travers l'usage de la notion d'expérience, des modèles comme ceux établis par Anne Muxel à propos de l'engagement politique des jeunes nous offrent des perspectives éclairantes [27]. L'entrée dans l'action collective est ici appréhendée comme « une suite d'interactions et d'échanges, donc un trajet plus ou moins continu, au cours duquel le temps de la jeunesse cristallise un certain nombre d'effets plus ou moins durables » [28]. En reconnaissant le caractère expérimental de l'engagement professionnel, nous nous proposons comme le suggère Anne Muxel, de « déplacer l'impasse théorique créée par l'irréductibilité de la liberté et de l'autodétermination de l'individu, d'une part, et par la toute-puissance des déterminismes sociologiques et historiques, d'autre part » [29]. Il s'agit donc de s'armer d'un des instruments permettant de lier « utilité » et « identité » à travers la compréhension des logiques d'action qui caractérisent l'engagement professionnel. Ceci doit donc nous permettre de mieux comprendre la place qu'occupent durant la phase de socialisation professionnelle les opérations intentionnelles de sélection différenciée qui caractérisent le processus d'engagement.

13 Plus précisément, il s'agit de montrer que l'engagement s'apparente à travers ses multiples dimensions à l'acquisition stratégique d'outils permettant aux jeunes de participer à leur propre construction identitaire. L'entrée progressive dans les organisations professionnelles doit être lue comme autant d'« actes d'appartenance » qui expriment le type d'agriculteur que le jeune veut être [30]. L'expérience de l'engagement professionnel participe à la « négociation identitaire » décrite par Claude Dubar comme « une négociation véritable entre les demandeurs d'identité en situation d'ouverture de leur champ du possible et les offreurs d'identité en situation d'incertitude quant aux identités virtuelles à proposer ». Dans un schéma somme toute assez réducteur nous pouvons penser que les « demandeurs » sont ici des jeunes agriculteurs en phase d'accès à une profession et les « offreurs » les organisations professionnelles dans lesquelles ils sont susceptibles de s'engager. D'une certaine manière nous pouvons concevoir le système professionnel comme une sorte de « grand marché » où les identités se négocieraient dans le temps sur des bases stratégiques différentes conditionnant ainsi l'activation ou la désactivation de certaines dimensions de l'engagement. Ceci nous conduit à penser l'engagement professionnel comme un processus stratégique de type expérimental qui, en s'appuyant sur des « catégories et des positions héritées de la génération précédente », contribue à parfaire la socialisation professionnelle des jeunes agriculteurs [31].

14 Cependant, nous pensons que la logique de l'identification et de l'expérimentation s'articule d'autant plus aisément qu'elle s'inscrit dans des territoires qui offrent un cadre à partir duquel les jeunes agriculteurs assoient un positionnement à la fois hérité et construit. La construction de notre modèle d'analyse doit donc nous conduire à prendre en considération les cadres territoriaux au sein desquels les jeunes s'engagent.

Une action collective territorialement située

15 Si les cadres de l'identification et de l'expérimentation oscillent en permanence entre système exploitation-famille et système professionnel, ils n'en demeurent pas moins enchâssés dans des cadres territoriaux qui confèrent à l'engagement professionnel des jeunes agriculteurs son caractère spécifique. La question des territoires est rarement explorée dans les modèles d'analyse portant sur l'entrée dans l'action collective. La plupart des chercheurs insistent davantage sur la place que les réseaux sociaux occupent dans les stratégies de recrutement mises en place par les organisations [32]. L'hypothèse alors privilégiée est celle de la proximité idéologique comme « condition discriminante » de l'engagement [33]. Si cette hypothèse peut prévaloir dans le cadre des études sur les nouveaux mouvements sociaux, elle nous semble secondaire pour notre étude. Certes, certains réseaux à dominante idéologique peuvent exister mais nous pensons qu'ils sont moins une donnée initiale que le résultat de l'action [34]. Les réseaux idéologiques qui, depuis l'après-guerre, ont su découper le paysage professionnel agricole autour des constellations chrétiennes ou laïques voient leur influence fortement diminuer. Si dans certaines régions ou certains départements quelques mouvements de jeunesse de type confessionnel ou politique jouent encore un rôle d'animation qu'il convient de souligner, ils semblent néanmoins s'affranchir des logiques constellaires au profit de logiques territoriales. À travers notamment sa configuration historique, le territoire va conditionner les résultats de l'expérimentation.

16 Nous posons donc l'hypothèse que l'engagement professionnel doit être appréhendé comme le fruit d'une expérimentation qui repose sur une approche globale du territoire dans lequel les jeunes exercent leurs activités professionnelles. Il participe à un processus de repérage territorial permettant aux jeunes d'inscrire leur exercice professionnel dans un environnement socio-professionnel dont ils définissent préalablement les contours. L'entrée dans l'action collective professionnelle témoigne donc de la volonté de ne pas subir le territoire mais de le construire comme cadre de référence de l'identité professionnelle. Face aux ruptures à l'œuvre dans les campagnes françaises, l'engagement professionnel des jeunes agriculteurs doit être lu comme une recherche autonome de réponses territorialement situées. Ces réponses peuvent s'inscrire dans le maillage politico-institutionnel que les organisations proposent aux jeunes (commune, canton, inter-canton, département, région, État) mais elles peuvent aussi faire l'objet de renégociations territoriales qu'il conviendra d'appréhender. Dans ce contexte, les territoires seront pour nous l'ensemble des collectivités territoriales et plus largement l'ensemble des organisations établies et instituées qui existent à travers des relations de pouvoir [35]. Comprendre l'engagement professionnel c'est donc comprendre les territorialités entendues comme l'ensemble des relations permettant aux jeunes de faire valoir leurs intérêts dans l'espace. Cette proposition analytique vient donc contredire les modèles qui laissent entendre « une diminution des appartenances socio-géographiques dans la constitution des groupements » [36].

17 En outre, il ne s'agit pas là d'attirer l'attention sur une spécificité rurale, mais bien sur l'importance des appartenances territoriales dans les engagements juvéniles. Qu'ils aient pour cadre les banlieues urbaines ou le rural, les engagements juvéniles témoignent selon nous d'une volonté identique de définir des « communautés d'expériences » servant de cadre à la construction des identités sociales et professionnelles [37].

18 L'originalité de notre modèle d'analyse tient selon nous à une conception de l'engagement qui est celle d'une boussole indiquant tout à la fois le temps et l'espace du possible. Avec ses quatre dimensions (adhésion, participation, mobilisation et responsabilisation) articulées autour d'un axe fréquentiel et un axe d'intensité, notre représentation de l'engagement a pour mission de rendre compte de la diversité qui caractérise le registre de l'entrée dans l'action professionnelle. Nous pensons que cette conception différenciée permet de mieux comprendre comment l'engagement professionnel des jeunes agriculteurs répond aux logiques d'identification et d'expérimentation qui le caractérisent. À partir de positionnements hérités, l'engagement professionnel s'apparente à un processus qui indique sur un mode expérimental de type différencié la manière avec laquelle les jeunes agriculteurs participent implicitement à une socialisation professionnelle territorialement située.

19 Ce modèle n'a pas la prétention d'être généralisable à l'ensemble des engagements professionnels juvéniles. Il constitue simplement une piste de recherche qui, à partir de cadres analytiques empruntés essentiellement à la sociologie politique, doit nous permettre de resituer la question des engagements et des jeunes dans une perspective ruraliste. Ainsi, à travers l'application d'un tel modèle, nous souhaitons proposer une grille de lecture permettant de décrypter l'un des instruments avec lequel les jeunes agriculteurs font face aux ruptures identitaires qui affectent le monde rural.

Une enquête auprès de 404 jeunes agriculteurs

20 Le choix des instruments que le chercheur adopte pour affronter la réalité sociale qui caractérise son objet de recherche constitue une étape privilégiée dans la validation de son modèle d'analyse. La plupart du temps, les chercheurs qui s'intéressent à la question de l'engagement choisissent un seul instrument pour appréhender les réalités qui le caractérisent. Cette situation tient souvent au fait qu'ils abordent l'engagement, sous l'angle unique soit des déterminants rationnels, soit de l'intentionnalité des acteurs. Or, nous pensons, avec Dominique Schnapper, que la « compréhension sociologique est une, elle ne se confond ni avec l'analyse des données élaborées par les enquêtes statistiques, ni avec l'interprétation des observations et des discours recueillis sur le terrain grâce aux méthodes proches de celles que mobilisent les anthropologues. Entretiens, observations et corrélations statistiques, qui doivent être également soumis à la critique, ont le même statut scientifique et participent de la même ambition, contribuer à l'intelligibilité des relations sociales » [38].

21 Ainsi, après avoir borné l'espace social de la jeunesse agricole à la catégorie historique des 18-35 ans, nous avons rencontré, au début de l'été 2000, 404 jeunes agriculteurs répartis dans huit départements : Calvados, Gers, Landes, Loire-Atlantique, Marne, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme et Pyrénées-Atlantiques. Les départements d'étude ont été déterminés par choix raisonné : ils sont représentatifs de la diversité de l'agriculture française, hors productions arboricole, viticole et maraîchère. Les agriculteurs ont été tirés au sort à partir de listes d'adhérents aux syndicats généralistes ou spécialisés. Dans chaque département, les enquêtes ont été réparties par petites régions agricoles. Les vérifications *a posteriori* sur la taille des exploitations et leurs productions ont permis de s'assurer que l'échantillon étudié était bien caractéristique de la population des jeunes agriculteurs français en l'an 2000.

22 L'objectif de notre première enquête était de décrire comment la population des jeunes agriculteurs engagés se définissait tant au sein du système exploitation-famille que du système professionnel. Il s'agissait, en somme, d'analyser de façon « macroscopique » les modalités des types d'engagement à l'œuvre afin de dresser ce que Florence Passy appelle une « carte des déterminants causaux » de l'engagement professionnel [39]. Le principe était de codifier les pratiques socio-économiques mises en place au sein du système exploitation-famille et des pratiques d'engagements au sein du système professionnel. Cette codification s'inscrivait dans une démarche statistique dont l'objectif principal est de mettre en évidence les liens de causalité directe ou indirecte entre des variables sociales, économiques, professionnelles et politiques.

23 Par la suite, à l'automne 2001, 25 jeunes ont été enquêtés à nouveau sous forme d'entretiens approfondis. Ces 25 jeunes ont été choisis selon des « profils » établis sur la base de la carte des déterminants dressée à partir de notre première enquête. Ces « profils » ne doivent pas être entendus comme des types au sens wéberien du terme, mais comme une série de « photographies » reflétant le positionnement de chaque individu au sein du système exploitation-famille et du système professionnel à l'instant T_n et T_{n+1}. Ainsi, ils constituaient d'une certaine manière pour chaque individu les deux bornes entre lesquelles nous souhaitions retracer les itinéraires des jeunes agriculteurs engagés. En somme, il s'agissait pour nous de repérer les périodes de continuité et de rupture qui interviennent dans les parcours professionnels, syndicaux et familiaux des jeunes agriculteurs.

NOTES

1. Pour une analyse exhaustive des différentes théories de l'action collective, voir notamment : Patrice MANN, *L'action collective. Mobilisation et organisation des minorités actives*, Collection U, Paris, Librairie Armand Colin, 1991 ; Olivier FILLIEULE et Cécile Péchu, *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Collection Logiques politiques, Paris, Édition L'Harmattan, 1993, 221 p. ; Erick NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, Collection Repères, Paris, Éditions la Découverte, 1996 (réédition 2000), 125 p. ; Jérôme LAFARGUE, *La protestation collective*, Collection 128, Paris, Éditions Nathan Université, 1998, 128 p.

2. Dominique ANDOLFATTO et Dominique LABBE, *Sociologie des syndicats*, Collection repères, Paris, Éditions la Découverte, 2000, 123 p.

3. Bertrand HERVIEU, *Les agriculteurs*, Collection Que sais-je ?, Paris, Presses Universitaires de France, 1996, 128 p. (p. 71).

4. Jürgen HABERMAS, *L'espace public*, Collection Critique de la politique, Paris, Payot, 1962, (réédition 1993), 324 p. (p. XXXII).

5. *Idem*.

6. Jean-Pierre PROD'HOMME, *Agriculteurs organisés. L'exemple du département de la Marne*, Thèse de doctorat de 3e cycle, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1982, 362 f°

7. Michel CROZIER et Erhard FRIEDBERG, *L'acteur et le système*, Paris, Éditions du Seuil, 1977, 437 p. (p. 243).
8. Bertrand HERVIEU, *Les champs du futur*, Paris, Éditions François Bourin, 1993, 172 p.
9. Brigitte MONFROY, « Les "jeunes agriculteurs" : genèse d'une catégorie professionnelle », Communication au Colloque international « *Genèse et dynamique des groupes professionnels* », Paris, 1992, 13 f° (f° 3).
10. Bertrand HERVIEU, « Ruptures identitaires et fondamentalisme agraire. Vers une nouvelle ère pour la représentation professionnelle », dans Marcel JOLLIVET et Nicole EIZNER [dir.], *L'Europe et ses campagnes*, Paris, Presse de Sciences-po, 1996, pp. 133-147.
11. Philippe LACOMBE, « Une agriculture en quête de modèles : des scénarios... », dans *Paysans*, n° 248, mars-avril 1998, pp. 27-34 ; Philippe LACOMBE, « Quels métiers pour demain ? », dans *Purpan*, n° 186-187, janvier-juin 1998, pp. 80-88.
12. Dominique CHARDON, « Agriculture : le devoir d'imagination », dans *Le Monde*, samedi 7 mars 1998.
13. Jean-Paul BILLAUD, « Des dimensions nouvelles pour une identité sociale en question », dans Marcel JOLLIVET et Nicole EIZNER [dir.], *L'Europe et ses campagnes*, ouv. cité, pp. 109-131.
14. Pierre ROUX, « Évolution des rapports agriculture-territoire. Pour un nouveau contenu de la formation agricole », dans Actes du 24e colloque de l'Association des ruralistes français, « Territoires prescrits, territoires vécus : inter-territorialité au cœur des recompositions des espaces ruraux »Toulouse, 25-26 octobre 2000, à paraître, 7 f° (f ° 2).
15. Jean-Paul BILLAUD, « Des dimensions nouvelles... », art. cité.
16. *Ibidem*, p. 117.
17. Patrice MANN, « Action collective », dans Raymond BOUDON, Philippe BESNARD, Mohamed CHERKAOUI et Bernard-Pierre LEUYER [dir.], *Dictionnaire de la sociologie*, Paris, Édition Larousse, 1989, 237 p. (pp. 12-13).
18. Georges CHATAIN, « Les militants en plein remue-méninges », dans *Jeunes agriculteurs*, n° 524, janvier 1998, p. 12.
19. A. PO, « Une fin de siècle sans "génération" politique identifiée », dans *Le Monde*, jeudi 19 août 1999, p. 5.
20. Olivier FILLIEULE, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », dans *Revue française de sciences politiques*, volume 51, n° 1-2, 2001, pp. 199-217 ; Florence PASSY, *L'action altruiste. Contraintes et opportunités de l'engagement dans les mouvements sociaux*, Genève, Librairie Droz, 1998, 270 p. (pp. 13-18).
21. Pierre BOURDIEU, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, 1980.
22. Mark GRANOVETTER, « Economic action and social structure: the problem of embeddedness », dans *American Journal of Sociology*, 1985.
23. Éric MARSHALL, *Le raisonnement économique des décisions de l'agriculteur. Trente mots-clés relatifs à l'analyse économique de l'exploitation agricole et à la gestion*, juin 1981 (mise à jour mars 1984), 209 p.
24. Comme Hugues Lamarche nous considérerons que « les exploitations familiales agricoles ne constituent pas un groupe social homogène, c'est-à-dire une formation sociale qui corresponde à une classe sociale au sens marxiste du terme [...], l'exploitation familiale n'est donc pas un élément de la diversité, mais contient en elle-même toute cette diversité » : Hugues LAMARCHE [dir.], *L'agriculture familiale. Comparaison internationale, tome 1 : Une réalité polymorphe*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1991, 304 p. (pp. 13-14) ; Hugues LAMARCHE, « Crises et permanence de l'exploitation familiale en

France », dans *Sociologie du travail*, n° 4, 1987, pp. 443-458 ; Yvette HARFF et Hugues LAMARCHE, « Le travail en agriculture : nouvelles demandes, nouveaux enjeux », dans *Économie rurale*, n° 244, mars-avril 1998, pp. 3-11.

25. À l'instar des propositions formulées par Catherine Laurent et Jacques Rémy, nous pensons que la « notion d'exploitation agricole [...] constitue un cadre d'analyse pertinent et mérite d'être défendue ». Catherine LAURENT et Jacques RÉMY, « L'exploitation agricole en perspective », dans *Courrier de l'environnement de l'INRA*, n° 41, octobre 2000, pp. 5-22 (p. 6). Pour une approche historique des évolutions des systèmes exploitation-famille en France, le lecteur pourra se reporter aux travaux de : Jean-Luc MAYAUD, *La petite exploitation rurale triomphante. France 19e siècle*, Paris, Belin, 1999, 278 p.

26. Michel CROZIER et Erhard FRIEDBERG, *L'acteur et le système*, Paris, Éditions du Seuil, 1977, 437 p.

27. Anne MUXEL, « Jeunes des années quatre-vingt dix : à la recherche d'une politique "sans étiquette" », dans Pascal PERRINEAU [dir.], *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de Sciences-po, 1994, 444 p. ; Anne MUXEL, *Les jeunes et la politique*, Collection Questions de politique, Paris, Hachette, 1996, p. 137 ; Anne MUXEL, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences-po, 2001, 190 p.

28. *Ibidem*, p. 174.

29. *Ibidem*, p. 175.

30. Claude DUBAR, *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, Librairie Armand Colin, 1998, 276 p. (p. 112).

31. *Ibidem*, p. 126.

32. Florence PASSY, *L'action altruiste*, ouv. cité, pp. 61-67.

33. *Ibidem*, p. 65.

34. Jacques ION, « L'évolution des formes de l'engagement public », dans Pascal PERRINEAU [dir.], *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*,.ouv. cité, pp. 23-39 (p. 36).

35. Julien FRAYSSIGNES, *La notion de territoire en géographie*, UMR Dynamiques rurales, INP-ENSAT, janvier 2001, 8 f° (f° 4).

36. Jacques ION, « L'évolution des formes de l'engagement public », art. cité, p. 27.

37. Anne MUXEL, *Les jeunes et la politique*, ouv. cité, p. 63.

38. Dominique SCHNAPPER, *La compréhension sociologique. Démarche de l'analyse typologique*, Paris, Presses universitaires de France, 125 p. (p. 118).

39. Florence PASSY, *L'action altruiste*, ouv. cité, p. 24.

INDEX

Index chronologique : XXe siècle, XXIe siècle